



**MINISTÈRE
DES ARMÉES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Service de santé des armées
Direction des approvisionnements en produits de santé des armées
Plateforme achats finances santé

PFAF SANTE
BUREAU ACHATS
SECTION SERVICES ET MAINTENANCE DES STRUCTURES MEDICALES

MARCHÉ PUBLIC DE SERVICES

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

N°DAF_2022_000912/DAPSA/PFAF-S/ACHATS/SMSM/

Relatif à

« Contrôle et maintenance des moyens d'extinction immobiliers au profit de certains établissements du SSA

LOT 3 Îlot Percy – CLAMART »

SOMMAIRE

I.	OBJET ET FINALITES DES PRESTATIONS	3
1.1	OBJET DU MARCHE.....	3
1.3	REGLEMENTATION APPLICABLE	3
1.3.1	Textes réglementaires.....	3
1.3.2	Normes et textes divers	3
1.4	DESCRIPTION DES INSTALLATIONS.....	4
II.	CONNAISSANCE DES INSTALLATIONS.....	5
2.1	Etat initial.....	5
2.2	Etat en fin de marché	5
III.	ETENDUE DES PRESTATIONS	6
3.1	ENTRETIEN COMPLET	6
3.2	MAINTENANCE PREVENTIVE (au titre du forfait).....	6
3.2.1	Rapports et registres des visites préventives.....	7
3.2.2	Robinetts d'incendie armes (RIA).	8
3.2.3	Colonnes Sèches.	8
3.2.4	Des Poteaux Incendie.	8
3.2.5	Sprinkler.....	9
3.2.6	Désenfumage mécanique, naturel et compartimentage.	9
	a. Volets et extracteur mécanique.	
	b. Désenfumage naturel.	
	c. Compartimentage.	
	d. Moteurs et coffret de relaiage.	
3.3	Contrôles réglementaires et commission incendie.....	11
3.4	MAINTENANCE CORRECTIVE	11
3.5.1	Forfait	Erreur ! Signet non défini.
3.5.2	Prestations à bon de commande, hors forfait (sur devis).....	Erreur ! Signet non défini.
3.6	Maintenance et prestations sur installations spécifiques.....	13
3.7	FOURNITURE DU MATERIEL et GARANTIE DES PIECES DETACHEES	13
3.8	REUNION ANNUELLE D'EXPLOITATION	14
3.9	RAPPORT ANNUEL D'ACTIVITES ET PLAN DE PROGRES	14
3.9.1	Détail rapport annuel	14
3.9.2	Plan de progrès.....	15
IV	MODALITES D'INTERVENTION ET D'EXECUTION.....	16
4.1	PLANIFICATION DES OPERATIONS DE MAINTENANCE.....	16
4.2	RAPPORT APRES CHAQUE OPERATION DE MAINTENANCE PREVENTIVE	17
4.3	DELAIS D'INTERVENTION	17
4.4	DELAIS D'IMMOBILISATION ET DE REPARATION	17
4.5	CONTRAINTES PARTICULIERES	17
4.6	MODALITES D'INTERVENTION.....	19
4.6.1	Accès sur sites.....	19
4.6.2	A l'issue de l'intervention	19
V	OBLIGATIONS DU TITULAIRE	20
5.1	GENERALITES	20
5.2	LE PERSONNEL	20
VI	OBLIGATIONS DES ETABLISSEMENTS DE L'ÎLOT PERCY	21
6.1	GENERALITES	21
6.2	SUIVI ET VERIFICATIONS DES PRESTATIONS	22
6.3	EXPERTISE TECHNIQUE	22

I. OBJET ET FINALITES DES PRESTATIONS

1.1 OBJET DU MARCHE

Le présent marché a pour objet la maintenance et le contrôle des moyens d'extinction de l'îlot Percy.

L'îlot Percy est situé au 101 Avenue Henri Barbusse à Clamart 92, il est composé de trois établissements :

- L'hôpital d'instruction des armées Percy (HIA Percy) ;
- Du centre de transfusion sanguine des armées (CTSA) ;
- Du service de protection radiologique des armées (SPRA).

Le plan de masse du site et la liste des bâtiments concernés par l'opération est joint dans les annexes jointes au présent CCTP.

Le CCTP doit définir et encadrer les conditions générales et techniques des missions que le prestataire devra respecter en tout point.

1.2 DESCRIPTION DES ETABLISSEMENTS

Au regard des dispositions concernant la protection contre l'incendie, les établissements militaires de l'îlot Percy font l'objet du classement suivant :

- L'Hôpital d'Instruction des Armées PERCY classé Etablissement Recevant du Public (ERP) de type « U » 1^{ère} catégorie m20;
- Le Centre de Transfusions Sanguines des Armées (CTSA) classé ERP de type « U » 5^{ème} catégorie ;
- Le Service de Protection Radiologique des Armées (SPRA) classé comme établissement militaire R+1+S2 ;
- Le Centre Principal d'Expertise Médical du Personnel Navigant (CPEMPN) classé ERP de type « U » 4^{ème} catégorie ;
- Le bâtiment de Kiné-balnéothérapie classé ERP de type « U » 4^{ème} catégorie ;
- Le Centre de Traitement des Brûlés (CTB) classé ERP de type « U » 4^{ème} catégorie.
- La crèche classée ERP de type « R » 5^{ème} catégorie ;
- La salle de conférence de type « R » 4^{ème} catégorie ;
- Les bâtiments du vieux Percy classés bâtiment de logement 2^{ème} famille et locaux recevant des travailleurs et des logements ;
- Le bâtiment L122 logements, classés logement 2^{ème} famille (foyer).
- La maison des familles et des blessés de type O catégorie 5
- Il est à noter que le SPRA est un établissement situé en zone protégée (arrêté n°463/DEF/DCSSA/EPF/ECX du 09 avril 2001).

1.3 REGLEMENTATION APPLICABLE

1.3.1 Textes réglementaires

Les actions du titulaire se déroulant dans des établissements recevant du public (ERP) du type U (sanitaire) de 1^{ère} catégorie, il doit en conséquence agir conformément à la réglementation en vigueur (matériaux employés, mise en œuvre, etc...).

La réglementation en vigueur est constituée par l'ensemble des textes régissant la matière issue de la législation européenne et française et, plus particulièrement :

- Arrêté du 25 juin 1980 portant approbation du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public.
- Arrêté du 10 décembre 2004, relatif aux nouvelles dispositions particulières applicables dans les établissements publics de santé et les institutions médico-sociales publiques ;
- Circulaire DH/SI 2 n°4 du 27 janvier 1994, relative à la sécurité incendie dans les établissements de santé ;
- Arrêté du 15 mars 2000 relatif à l'exploitation des équipements sous pressions.
- Instruction technique 246 du 01 avril 2004.

Le code de la construction et de l'habitation (articles R123.1 à R123.55) est applicable à l'ensemble des prestations prévues au titre du présent marché. Le code du travail s'applique intégralement à l'opération pour certains locaux.

1.3.2 Normes et textes divers

- Norme NF EN 13306 relative à la terminologie de la maintenance ;
- Norme NF EN 671-3 relative à la maintenance des robinets d'incendie armés équipés de tuyaux semi-rigides et des postes d'eau muraux équipés de tuyaux plats ;
- Norme NF S 62-201 relative aux règles d'installation et de maintenance des installations de robinets d'incendie armés équipés de tuyaux semi-rigides ;
- Norme NF S 61-759 relative aux colonnes sèches ;
- Norme NF S 61-758 relative à la robinetterie pour colonnes sèches et en charge ;
- Norme NF EN 12845 relative aux systèmes d'extinction automatique de type sprinkler ;
- Normes NF S 61-200 relative aux règles d'installation des poteaux et des bouches d'incendie ;
- Instruction technique n°246 relative au désenfumage dans les établissements recevant du public ;
- NF C 15-100, Installations électriques à basse tension ;
- NFS 61-931 Système de Sécurité Incendie (S.S.I.) - Dispositions générales ;

- NFS 61-933 Système de Sécurité Incendie (S.S.I.) - Règles d'exploitation et de maintenance ;
- Le titulaire ou son prestataire doit être certifié RAPSAD ;
- Référentiel IF1 et E1 « domaine des systèmes sprinklers ;
- Référentiel J5/F5 « domaine des Robinets d'Incendie Armés ;
- Référentiel J3/F3 « domaine des colonnes d'incendie »;
- Référentiel I17/F17 « domaine des Systèmes de Désenfumage Naturel ;
- Règles R4 et R5 de l'APSAD.
- R .17 de l'APSAD
- Arr.25.06 1980
- Art MS73

Pour toutes les opérations, objets du marché, les salariés, soumis au code du travail sont régis par les textes suivants :

- décret n° 88.1056 du 14 novembre 1988 définissant les mesures destinées à assurer la sécurité des travailleurs contre les dangers d'origine électrique dans les établissements qui mettent en œuvre des courants électriques ;
- loi du 31 décembre 1991 et décret s'y rapportant ;
- décret n° 92.158 du 20 février 1992, complétant le Code du Travail, fixant les prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité applicables aux Services et Travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure ;

« Le titulaire devra fournir obligatoirement à la réponse au marché toutes ces certifications ou celles de ses prestataires type APSAD relative à la maintenance et installation des systèmes de sécurité incendie et aux moyens d'extinction. »

La liste des textes et normes cités n'est pas limitative. Le titulaire du présent marché est supposé connaître les règlements en vigueur à la date de l'offre et durant toute la durée d'exécution du marché, y compris ceux non énumérés. Le titulaire devra appliquer immédiatement toutes nouvelles normes ou réglementation quelle que soit son origine et en avertir par écrit les établissements.

1.4 DESCRIPTION DES INSTALLATIONS

Le marché prévoit la prise en charge par le prestataire des matériels existants à la date de signature et les matériels à venir. A ce jour, les installations et équipements concernés sont définis dans les annexes du présent CCTP. Cette liste est exhaustive et devra être vérifiée lors de la visite préalable.

Durant l'exécution du marché et dans tous les documents associés (bon de commande, factures, devis, bilan, carnet d'entretien, etc.), le titulaire a l'obligation d'utiliser, le cas échéant, la numérotation interne de chaque établissement pour nommer les matériels de l'établissement.

Le titulaire désignera le cadre de son entreprise en charge d'assurer la responsabilité et le suivi des prestations. Ce dernier devra répondre à toute convocation de chaque établissement pendant la durée du marché.

II. CONNAISSANCE DES INSTALLATIONS

2.1 Etat initial

Le titulaire est réputé être parfaitement informé de la constitution du site et des caractéristiques des installations et des équipements dont il doit assurer l'entretien et la surveillance. Il reconnaît avoir pris connaissance, vérifié et complété, par toute visite nécessaire, les données indispensables à l'exploitation, à l'entretien et aux réparations des installations.

Le titulaire reconnaît explicitement avoir pris connaissance de l'état des appareils et avoir disposé de tous les éléments lui permettant d'apprécier et d'évaluer sous sa pleine responsabilité les prestations faisant l'objet du présent marché.

Prise en charge des installations et des équipements

A la date de notification, les installations et les équipements sont réputés conformes à leurs caractéristiques de base. Toutefois, le titulaire aura un délai pour prendre en compte ces installations et équipements.

Il devra proposer une date de visite préalable dans les 10 jours après la notification au service d'ingénierie hospitalière ou au représentant de l'établissement concerné.

Le prestataire dispose ensuite d'un délai de six mois à compter de la notification pour transmettre à l'établissement (par envoi recommandé avec AR) le rapport de contrôle et de prise en charge des installations et des équipements précisant les éventuelles anomalies constatées et les solutions envisagées pour y remédier.

Le titulaire aura listé les appareillages nécessitant une remise à niveau immédiate et les réserves constatées en précisant notamment :

- L'installation et l'organe concernés ;
- La nature des pièces détachées et matériels à remplacer en précisant si ces derniers relèvent de la sécurité de fonctionnement ;
- Si la remise à niveau technique est nécessaire. Le cas échéant, l'état des lieux sera accompagné des devis détaillés et chiffrés, en hiérarchisant les priorités.

Les devis devront tenir compte, entre autre, des éléments mentionnés en annexe financière (partie B) de l'acte d'engagement.

Une fois validé, les bons de commande seront établis au fur et à mesure des besoins.

Les devis validés par l'administration feront l'objet de bons de commande émis au fur et à mesure des besoins (les bons de commande devront comporter obligatoirement la référence du marché pour permettre une facturation conforme aux règles du marché, cf. article 3.2.1 du CCAP).

Passé ce délai de six mois, il ne pourra en aucune façon arguer d'une insuffisance de l'état technique des appareils ou de leur entretien passé pour demander des travaux de remise à niveau, élever une quelconque réclamation ou ne pas satisfaire à ses obligations.

La prise en charge définitive des installations sera effectuée après signature par l'établissement concerné et le titulaire d'un procès-verbal contradictoire.

La non-transmission de ce rapport de contrôle et de prise en charge entraînera l'application de la pénalité prévue à l'article 4.2 du CCAP.

2.2 Etat en fin de marché

Un état des lieux sera dressé dans le dernier trimestre avant la date de fin du marché.

Les installations et les équipements rendus par le titulaire du marché devront être dans un bon état de fonctionnement et de propreté. Dans le cas contraire, il appartiendrait au titulaire de faire exécuter les opérations correctives nécessaires 1 mois avant l'échéance du contrat. A défaut, ceux-ci seront réalisés sur l'initiative de l'îlot Percy, aux frais de l'entreprise titulaire du marché.

III. ETENDUE DES PRESTATIONS

3.1 ENTRETIEN COMPLET

Les prestations faisant l'objet du présent marché comprennent :

- La périodicité et la maintenance préventive devront être conforme aux normes et aux réglementations en vigueur;
- La maintenance corrective pour un nombre illimité d'interventions dans l'année (déplacement aller-retour et heure de main d'œuvre inclus) et devront être conforme aux normes et aux réglementations en vigueur ;
- Les maintenances préventives devront lever des observations émises par le bureau de contrôle sur les rapports des contrôles et vérifications périodique obligatoire triennales et annuels mandaté par le bureau de prévention incendie et environnement.
- La délivrance des rapports de maintenance et d'intervention curatives;
- Effectuer un suivi précis sur maintenance curatives, préventives et levés des remarques des rapports des contrôles et vérifications périodique obligatoire sur GMAO.
- Les frais de déplacement et de séjour du technicien spécialisé chargé de l'entretien courant, ainsi que les pièces détachées ;
- Les interventions en urgence **2h maximum sur les équipements prioritaires** listé en annexe du présent CCTP;
- La réparation ou le remplacement des pièces usées par le fonctionnement normal des appareils ou installations ;
- La fourniture du matériel informatique pour le suivi des prestations;
- La disponibilité des pièces détachées et stock, ainsi que l'ensemble des pièces détachées dont le montant unitaire est inférieur à 500€ HT ;
- La participation aux réunions annuelle ou à la demande d'un établissement ;
- Présence lors des visites réglementaires des commissions incendie départementale et communale ;
- Le titulaire aura l'obligation d'assister et d'accompagner le bureau de contrôle agréé lors des contrôles et visites périodiques obligatoires triennale sur les bâtiments classé ERP;
- Le titulaire aura l'obligation d'assister et d'accompagner le titulaire du marché soumis à la NF S 61-933 afin de vérifier les scénarios du SSI lors des maintenances préventives sur les bâtiments classé ERP;
- Les techniciens et sociétés déclarés en DC4 devront disposer des habilitations et qualifications conforme aux normes et aux réglementations en vigueur.
- Les maintenances et prestations sur les installations spécifiques doivent être effectués suivant les recommandations des normes et réglementations en vigueur. Les sociétés devront être déclarés comme prestataire du titulaire (voir paragraphe 3.6).
- L'outillage nécessaire aux prestations (échafaudage, gazelle ...) ;
- Le rapport annuel d'activités et le plan de progrès.

Il appartient au titulaire de mettre à la disposition de chaque établissement, le personnel qu'il estime nécessaire pour assurer les prestations qui lui sont demandées, dans les conditions définies dans le présent document.

Les intervenants devront être titulaires d'un certificat d'aptitude professionnelle ou d'une qualification de maintenance de vérification des équipements des moyens de secours. Le titulaire devra produire la copie de ces qualifications dans son offre et en cas d'embauche d'un nouveau personnel pendant la durée du marché.

Le titulaire convient d'assumer la charge de fournir un service de maintenance conforme au présent respect des délais d'immobilisation et d'intervention (cf. articles 4.1 et 4.2 du présent CCTP) quel que soit le degré de vétusté.

L'établissement dispose d'équipements en terrasse (exemple : présence de moteur >200Kg au niveau 5 et 6 du monobloc M20). En cas, d'utilisation d'un moyen de levage sous location (grue ou treuil) permettant le remplacement de ce type d'équipement, la société devra joindre à son offre une copie du contrat de location ainsi que les assurances ou certifications liés à l'utilisation de ce matériel.

3.2 MAINTENANCE PREVENTIVE (au titre du forfait)

Les opérations d'entretien préventif sont destinées à réduire les risques de panne des installations afin de tendre vers des performances optimales de fonctionnement attendues en milieu hospitalier en vue d'assurer la sécurité des patients.

Les maintenances préventives devront respecter les périodicités prévues par les normes et les réglementations en vigueur, les dates des maintenances ne devront pas postérieur à celle du dernier contrôle.

Les maintenances devront prendre en compte préconisations d'interventions spécifiés dans les normes en vigueur.

En cas d'évolution des normes ou réglementation durant la période du marché, la société devra prendre en compte celle en vigueur et spécifier à l'établissement les surcoûts au titre du marché.

Dans le cas où la date d'anniversaire n'est pas respectée cela entraînera l'application de la pénalité prévue à l'article 4.2 du CCAP.

Toutes les opérations de maintenances triennales, quinquennales et décennales doivent faire l'objet d'un échéancier au début de marché.

Toute opération de maintenance préventive qui implique la mise hors service temporaire d'une partie des moyens de protection et de lutte incendie doit obligatoirement faire l'objet d'une prévision précise transmise par écrit à l'établissement concerné quinze jours avant l'intervention.

Un planning prévisionnel des interventions préventives devra être transmis, à chaque établissement au plus tard un mois après la notification du marché pour la première année d'exécution et au plus tard fin janvier pour les années suivantes.

Ce planning devra indiquer l'ensemble les maintenances préventives.

Des vérifications des installations soumis à la NF S61-933 seront effectués lors des essais de scénarios avec le titulaire du marché du système de sécurité incendie, les dates seront transmis aux deux titulaires par l'HIA PERCY pour le bâtiment monobloc suivant les contraintes de fonctionnement des services (intervention durant les fermetures techniques des blocs opératoire) dans le premier semestre.

La non-transmission de ce planning entraînera l'application de la pénalité prévue à l'article 4.2 du CCAP.

Les inspections, vérifications et opérations d'entretien à caractère préventif, telles que définies suivant les normes et les réglementations en vigueur.

« Maintenance exécutée à des intervalles prédéterminés ou selon des critères prescrits et destinée à réduire la probabilité de défaillance du fonctionnement d'un bien » (extrait norme NF EN 13306).

Le titulaire devra rappeler à l'établissement les échéances des maintenances obligatoires (type semestriel, triennal, quinquennale ou décennale) par courriel un mois avant intervention.

Pour des raisons de fonctionnement, chaque établissement pourra être amené à reporter des interventions de maintenance préventive. Il devra alors prévenir le titulaire au maximum une semaine avant la planification.

Certains services, ayant un fonctionnement spécifique ou des contraintes d'hygiène importantes, peuvent être soumis à des horaires hors heures ouvrables ou durant des fermetures annuelles programmées par l'établissement (blocs opératoire, hématologie stérile, chirurgie réfractive...).

Chaque opération réalisée sera annotée dans un rapport d'intervention dont le contenu précis sera explicité dans les chapitres suivants et qui devra être remis dans un délai de quinze jours.

Le registre de sécurité présente dans le service de prévention incendie et environnement devra être obligatoirement remplie après chaque intervention.

La non-transmission des rapports et consignation sur le registre de sécurité entraîneront l'application de la pénalité prévue à l'article 4.2 du CCAP

Le technicien du titulaire participe au réarmement des Dispositifs Actionnés de Sécurité (DAS) déclenchés lors des visites de maintenances préventives ainsi que celles communes avec le titulaire du marché du système de sécurité incendie.

La société devra se conformer aux corrélations pour les essais des zones feu et de réarmer les volets ayant des inhibitions avant de continuer les relevés de débits.

L'ensemble des équipements devront être en bon position d'attente en fin de journée des essais (hors panne sous devis).

Les opérations de maintenance préventive à effectuer sont spécifiques à chaque établissement. Elles sont donc définies aux articles correspondants.

L'ensemble des visites réglementaires (semestrielles, Triennales, Quinquennales ou décennales) devront effectuées au titre du forfait.

Les levés des réserves des contrôles et vérification périodiques obligatoires devront être effectués lors des visites préventives, un bon d'intervention devra être effectué par réserve en indiquant le numéro du dossier et de la réserve.

La première intervention d'entretien préventif sera réalisée dans les six premier mois d'exécution du marché, la maintenance préventive pourra être mutualisée avec l'état des lieux en tenant compte des délais signalés au paragraphe 2.1 - ETAT INITIAL.

Les prestations de maintenance préventive sont de type « complet » et comprennent les frais de main d'œuvre, de déplacement, les consommables, ainsi que le remplacement des pièces détachées nécessaires à ces prestations d'une valeur unitaire inférieure **ou égal à 500€ euros HT**.

En cas de défaillance de fonctionnement de l'équipement ou d'usure d'une pièce, les éléments devront être remplacés au titre de la maintenance préventive. Toutes pièces détachées compris dans le montant forfaitaire devront être remplacés dans les quinze jours après le constat et les pièces détachées hors montant forfaitaire devront faire l'objet d'un devis dans les sept jours auprès de l'établissement.

Tout dysfonctionnement constaté au cours des entretiens préventifs donnera lieu à la prise en charge par le prestataire de l'ensemble des réparations nécessaires dans au maximum un mois suivant du constat suivant les limites de la valeur des pièces ou devra transmettre un devis aux établissements dans le même délai.

Le non-respect du délai entraîneront l'application de la pénalité prévue à l'article 4.2 du CCAP

Lors de modifications des installations, la société devra mettre à jour les documents, les affichages et les plans.

Le non-respect de ce point entrainera l'application de la pénalité prévue à l'article 4.2 du CCAP

Les prestations de maintenances préventives feront l'objet d'une rémunération par prix forfaitaire sur la base des annexes financières, partie A.

3.2.1 Rapports et registres des visites préventives

- Consigner la vérification sur le registre de sécurité.
- Rapport de visite préventive :
- Les rapports devront être identifiés par le numéro des observations des visites et contrôles périodiques obligatoires dans le cadre de levés des CVPO.
- Le format et l'architecture des rapports ou registres devront se conformer aux normes en vigueur et seront soumis à validation des représentants incendie de l'établissement.

- Le rapport doit être adressé au maximum dans les quinze jours suivant l'opération en format Informatique par courriel et sous forme papiers de synthèse lors des réunions de suivi semestriel et annuel au représentant de l'établissement.

Le non-respect de ces points entraîneront l'application de la pénalité prévue à l'article 4.2 du CCAP

3.2.2 Robinets d'incendie armes (RIA).

- La maintenance et les vérifications périodiques devront être conforme aux norme NF S62-201 et NF EN 671-3 et réglementation en vigueur.
 - Maintenance préventive trimestrielle.
 - L'ensemble des contrôles visuels sont effectués par les personnels du PCSI.
 - Vérifier tous les organes électriques de l'installation sont sous tension (moteurs, surpresseurs...).
 - Vérification périodiques et maintenance préventive annuelle.

S'assurer au minimum annuellement que l'installation est fonctionnelle et adaptée au risque à protéger.

 - Prendre en compte l'ensemble des opérations de la maintenance trimestrielle suivant la NF S62-201.
 - Réaliser la maintenance du dispositif anti-pollution (clapet de non-retour ou disconnecteur) conformément à la réglementation.
 - Vérifier l'état des dispositifs anti-bélier.
 - Vérifier l'état fonctionnelle les équipements (vasques expansions, des presse-étoupe, surpresseurs, moteurs, pompes...).
 - Vérifier la pression statique et dynamique les plus défavorisées.
 - Vérifier la pression de fonctionnement.
 - Vérifier l'état fonctionne de l'armoire électrique.
 - Vérifier le fonctionnement du dispositif de protection contre le gel.
 - Maintenances suivant la NF EN 671-3 :

Effectuer l'ensemble des maintenances et inspections détaillé sur le paragraphe 6.1
 - Maintenance préventive quinquennale.
 - Prendre en compte les opérations de la maintenance annuelle.
 - Soumettre tous les RIA à un essai de pression hydrostatique à la pression maximale de service pendant 5 min.
 - Changer les joints d'étanchéité défectueux des RIA.
 - Nettoyer et entretenir tous les réservoirs.
 - Maintenances suivant la NF EN 671-3 :

Effectuer l'ensemble des maintenances et inspections détaillé sur le paragraphe 6.2
 - Maintenance préventive décennale (hors forfait).
 - Prendre en compte les opérations de maintenances mentionnées ci-dessus.
 - Vérifier l'état interne des tuyauteries par prélèvement pour analyse, des manchettes prévues à cet effet (suivre les préconisations de la NF S 62-201).
 - Vérifier l'état de toutes les manchettes flexibles et procéder à leur remplacement en cas d'écart constaté (suivre les préconisations de la NF S 62-201).
 - Vérifier l'état interne des réserves d'eau :
 - L'évolution des corrosions ;
 - Les besoins de remise en état.
 - Procéder au rinçage des canalisations à l'aide des robinets de vidange.

Après les opérations de vérifications, les installations devront être remises en état de fonctionnement normal.

3.2.3 Colonnes Sèches.

La maintenance et les vérifications périodiques devront être conforme aux norme NF S61-758 et NF S61-759 et réglementation en vigueur.

- Maintenance préventive trimestrielle.
 - L'ensemble des contrôles visuels sont effectués par les personnels du PCSI.
- Maintenance préventive annuelle.
 - Prendre en compte l'ensemble des opérations de la maintenance préventive trimestrielle suivant la NF S61-759
 - Essai hydrostatique à débit nul à la pression nominale suivant les préconisations des normes en vigueur.
- Maintenance préventive quinquennale.
 - Prendre en compte les opérations de la maintenance préventive annuelle.
 - Essai hydraulique en régime d'écoulement suivant les préconisations des normes en vigueur.
- Maintenance préventive décennale (hors forfait).
 - Prendre en compte les opérations de la maintenance préventive quinquennale.
 - Essai hydrostatique à débit nul à la pression d'épreuve suivant les préconisations des normes en vigueur.

Après les opérations de vérifications, les installations devront être remises en état de fonctionnement normal.

3.2.4 Des Poteaux Incendie.

La maintenance et les vérifications périodiques devront être conforme aux normes NF S62-200 et réglementation en vigueur.

- Vérifications visuelles suivant les préconisations suivant des normes en vigueur.
- Vérifications hydrauliques suivant les préconisations des normes en vigueur.

Après les opérations de vérifications, les installations devront être remises en position de fonctionnement normal.

NOTA : Des essais réglementaires des poteaux d'incendie sont effectués, par convention, par la Brigade des Sapeurs-Pompiers de Paris.

Cependant la société doit effectuer ces propres contrôles afin de respecter l'obligation de résultat (débit, pression ...).

3.2.5 Sprinkler.

Les systèmes d'extinction à eau doivent être conformes au moment de leur mise en service et doivent conserver cette conformité tout au long de leur vie (celle-ci étant le garant de leur efficacité au moment opportun).

La maintenance et les vérifications périodiques devront être conforme aux normes NF EN 12-845 et réglementation en vigueur.

- Maintenances et contrôles Semestriel conformément aux paragraphe 20.3.3.
- Maintenances et contrôles annuelle conformément aux paragraphe 20.3.4.
- Maintenances et contrôles triennale conformément aux paragraphe 20.3.5.
- Maintenances et contrôles décennale (hors forfait).
- Maintenances et contrôles après 25 années de fonctionnement (hors forfait) suivant Annexe K.

Ainsi que les règles APSAD pour chaque périodicité, la prestation essentielle est la **vérification semestrielle**, véritable audit de la conformité du système sprinkler, liste non exhaustive :

- Les sources sont essayées dans les mêmes conditions qu'à la visite de conformité initiale, et un bilan de la satisfaction des besoins hydrauliques est réalisé ;
- Les enregistrements des essais et entretiens sont analysés ;
- Une visite du site est effectuée afin de déceler les modifications intervenues dans l'exploitation ou la configuration, révéler les manques en matière de protection par sprinklers, constater les anomalies par rapport aux règles de Sécurité Incendie (notamment stockages contre les murs extérieurs, absence de mur ou de porte coupe-feu, etc.).

A l'issue de la vérification semestrielle, un rapport appelé Q1 est établi. Il apporte toutes les recommandations et les conseils suscités par l'audit en les classifiant selon leur degré d'importance, jusqu'aux travaux préconisés pour éliminer un risque d'échec du système ou une absence de protection.

- L'entretien des postes de contrôle (changement des joints, manipulation et graissage des vannes, etc.) sont réalisés lors de la maintenance annuelle ;
- L'entretien des postes et des sources (changement des joints, manipulation et graissage des vannes, vidange et nettoyage des réserves d'eau, etc.) est réalisé au moment de la maintenance triennale ;
- Vérification des consommables des enregistreurs présents au niveau des postes sprinklers du monobloc lors des visites semestrielles. La société a la charge de fournir ces consommables au titre marché forfaitaire.
- La société devra mettre en place un stock de pièces détachées conformément à la NF EN 12-845.
- Fourniture de consommables: le titulaire devra fournir les batteries, pile ou support et moyen d'enregistrement permettant à des équipements de fonctionner.

3.2.6 Installations de désenfumage mécanique, naturel et compartimentage.

Avant chaque vérification, il est impératif de réaliser un contrôle préliminaire, lequel consiste à s'assurer pour chaque installation reliée au Centralisateur de Mise en Sécurité Incendie (CMSI) ou non est la bonne position d'attente :

La maintenance et les vérifications périodiques devront être conforme aux normes et réglementation en vigueur.

a. Volets et extracteur mécanique (liste non exhaustive):

- Vérifier l'état général (grille, fixation, etc.) ;
- Vérifier la connectique du raccordement de la ventouse électromagnétique **48V à rupture ou à émission** ;
- Vérifier les points de fixation et de scellement sur la gaine (étanchéité);
- Vérifier le déclencheur et réarmement mécanique avec un déclenchement manuel;
Vérifier la présence des éléments de type anti-fermeture pour les volets air neuf.
- Nettoyer tous les accessoires des volets, fond de gaines en partie basse et les grilles avant la sollicitation du CMSI pour limiter la propagation des poussières potentiellement aspergillaire pouvant entraîner un risque pour les patients.
- Vérifier le déclencheur avec la commande du CMSI via le chef de poste du PCSI.
Vérifier le report position de sécurité lors du déclenchement et report de position d'attente en lors le CMSI est réarmé.
- Contrôles des débits des zones feux avec la mise en marche manuellement du CMSI par le chef de poste du PCSI en respectant les corrélations de dossier SSI ;
Les résultats devront être comparé aux débit théorique et aux débits de l'année précédente.
Dans le cas de doute sur l'étanchéité de la gaine maçonnée suite à une différence de débit par rapport à l'année précédente, un passage caméra devra être effectué au titre du forfait.
- Contrôle étanchéité des joints d'étanchéité et capots sur les commandes en extérieurs ;
- Vérifier la présence d'identifiant sur l'équipement et faux-plafond (équipement en plénum).
Mettre en place en cas d'absence.

b. Volets, ouvrant et extracteur naturel (liste non exhaustive):

- Vérifier l'état général (grille, vérin, fixation, joints d'étanchéité, plexiglass, verres etc.) ;
- Vérifier la connectique du raccordement de la ventouse électromagnétique 48V à émission, par déclenchement mécanique ou pneumatique ;
- Vérifier les points de fixation et de scellement sur la gaine (étanchéité);
- Vérifier le déclencheur et réarmement mécanique avec un déclenchement manuel;

- Nettoyer tous les accessoires des volets, fond de gaines en partie basse et les grilles avant la sollicitation du CSMI pour limiter la propagation des poussières potentiellement aspergillaire pouvant entraîner un risque pour les patients.
- Vérifier le déclencheur avec la commande du CSMI via le chef de poste du PCSI.
Vérifier le report position de sécurité lors du déclenchement et report de position d'attente en lors le CMSI est réarmé.
- Contrôles des débits des zones feux avec la mise en marche manuellement du CSMI par le chef de poste du PCSI en respectant les corrélations de dossier SSI ;
Les résultats devront être comparé aux débit théorique et aux débits de l'année précédente.
Dans le cas de doute sur l'étanchéité de la gaine maçonnée suite à une différence de débit par rapport à l'année précédente, un passage caméra devra être effectué au titre du forfait.
- Contrôle et remplacement étanchéité des joints d'étanchéité et capots sur les commandes en extérieurs ;
- Vérifier la présence la d'identifiant sur l'équipement et faux-plafond (équipement en plénum).
Mettre en place en cas d'absence.
- Contrôles et entretiens des deux compresseurs présents au parking M01 du Monobloc.
- La société devra remplacer les cartouches d'air comprimée après les essais sur les équipements à commande pneumatique.

Le monobloc dispose d'un hall central avec des exutoires en partie haute sur la verrière par commande et réarmement pneumatique par vérins. Ces équipements ne sont pas accessibles par les terrasses, ce qui ne permet pas une maintenance préventive. La société devra prendre en compte cette spécification pour les maintenances curatives en cas de défaillance lors des vérifications annuelles. La société devra faire appel à une société spécialisée avec un engagement pour des interventions dans les vingt-quatre heures maximum.

c. Compartimentage (arrêt technique, porte et clapet)

- Vérifier l'état général (capots, joints CF, gonds...)
- Vérifier la connectique du raccordement de la ventouse électromagnétique **48V à rupture**;
- Vérifier le déclencheur et réarmement mécanique avec une manœuvre manuelle;
- Vérifier l'absence de gênes mécaniques sur les portes asservis (flottement au sol, problème ferme-porte...), identifier la porte et faire un retour au service ingénierie hospitalière pour prise en compte. La société devra le signaler sur son rapport de maintenance.
- Vérifier le déclencheur lors des visites communes avec le titulaire du lot incendie lors de la sollicitation d'une détection incendie.
Vérifier le report position de sécurité lors du déclenchement et report de position d'attente en lors le CMSI est réarmé.
Vérifier les arrêts techniques selon les corrélations.
- Contrôle étanchéité des joints d'étanchéité et capots sur les commandes en extérieurs ;
- Vérifier la présence d'identifiant sur l'équipement et faux-plafond (équipement en plénum).
Mettre en place en cas d'absence.

d. Moteurs et coffret de relaiage (liste non exhaustive):

- Vérifier l'état général et le fonctionnement du moteur : tension des courroies, vérification des poulies, graissage des moyeux et des roulements, sens de rotation du moteur, plaque signalétique et d'identification, étanchéité, organe de protection, volute etc. ;
- Vérifier l'état général et le fonctionnement : Armoires électrique (disjoncteur, relais, borniers), pressostat (petite et grande vitesse), interrupteur de proximité, plaque à borne du moteur, coffret de relaiage, câbles de puissance et de commande ;
- Mesurer le défaut d'isolement hors période estivale.
- Vérifier l'état général et le fonctionnement du coffret de relaiage:
Commande manuelle par coffret de relaiage,
Commande automatique via le CSMSI avec activation de la ZF par le personnel PCSI.
 - Réarmement,
 - Arrêt pompier,
 - Reports de signalisation au niveau du CSMI;
 Vérifier l'état des afficheurs, des presse-étoupes, des joints d'étanchéité.
- Vérifier l'état des gaines souple et rigide ;
 - Remplacer les gaines souples au titre du forfait.
 - Signaler les défauts constatés sur les gaines rigides, faire un devis dans le cas d'une reprise d'une partie du conduit. Les éléments de type joints étanchéité devront être repris suivant le EI de la gaine au titre du forfait,
- Vérifier l'état des documents (plans d'armoire et coffret) ;
- Vérifier la présence d'identifiant sur les équipements moteur et coffret de relaiage.
Mettre en place en cas d'absence

Après chaque opération de vérification, toutes les installations devront être remises en état de fonctionnement normal.

Le titulaire doit maintenir en permanence les débits des installations de soufflage et d'extraction afin de respecter la réglementation en vigueur. A ce titre, le titulaire doit réaliser une mesure annuelle des débits de chaque ventilateur (soufflage et extraction de désenfumage) et comparer les valeurs mesurées avec les valeurs théoriques (transmises par le service intérieur).

Les appareils de métrologie devront être étalonnés, un certificat d'étalonnage sera demandé annuellement au titulaire.

3.3 Contrôles réglementaires et commission incendie

Les contrôles et vérifications périodique obligatoire seront réalisés par un organisme extérieur mandaté par les établissements selon le type et la catégorie du bâtiment.

Le titulaire doit, au titre du marché devra l'assistance aux organismes agréés pour tous les contrôles et vérifications périodique obligatoire à partir du niveau triennal pour l'ensemble des types de maintenance signalé au titre du CCTP.

Les remarques relatives aux installations feront donc l'objet d'un compte rendu rédigé par l'organisme de contrôle ; ces comptes rendus seront remis au titulaire pour action.

Dans un délai de 6 mois après réception des rapports de l'organisme de contrôles, le titulaire fournira une copie du rapport.

- Les remarques levées devront disposer d'un bon d'intervention comme preuve reprenant le code de l'observation.
- Les remarques non exécutées car n'entrant pas dans le cadre de CCTP devront être identifiées cependant un bon d'intervention reprenant le code de l'observation comme preuve du passage et de la cause du non traitement.
- Les remarques non exécutées mais sous devis cependant un bon d'intervention devra remplis en reprenant le code de l'observation, la copie du devis.

La non-transmission de ce rapport entraînera l'application de la pénalité prévue à l'article 4.2 du CCAP.

Chaque rapport d'intervention ou devis devra faire apparaître en plus le numéro de la remarque, son intitulé et sa criticité ainsi que le numéro de rapport.

Le rapport qui sera présenté au sous-commission sera signé et tamponné au niveau de chaque observation par les titulaires des marchés concernés (maintenance du SSI, moyens, maintenance et le contrôle des moyens d'extinction, service ingénieries hospitalières...), ce document sera unique à l'ensemble des intervenants et sera transmis par le responsable du suivi de la prestation de l'établissement concerné.

Le titulaire devra être présent au titre du marché durant les inspections des sous-commissions incendie au sein des établissements concernés.

La non-présence entraînera l'application de la pénalité prévue à l'article 4.2 du CCAP

3.4 MAINTENANCE CORRECTIVE

Le titulaire s'engage à mettre à disposition des établissements un personnel qualifié qui interviendra dans les meilleurs délais sur simple appel téléphonique, confirmé par écrit, pour effectuer toutes opérations de dépannage ou de remise en état des équipements de moyens d'extinction et de mise en sécurité incendie. En particulier le titulaire s'engage à respecter au minimum les délais de l'annexe 6 du présent CCTP.

Les frais d'astreinte, de déplacement, de séjour, de main d'œuvre et les pièces détachées dont le montant unitaire est inférieur à **500€ HT** sont compris dans le forfait du présent marché.

Le non-respect des délais d'intervention entraînera l'application de la pénalité prévue à l'article 4.2 du CCAP.

Le titulaire fournira un numéro d'appel correspondant à l'assistance 24/24 qui pourra être composé par :

- Le surveillant technique qui gère la GTC ;
- Le personnel SSIAP de garde au PCS ;
- L'officier de garde ou de permanence des différents établissements ;
- Le service d'ingénierie hospitalière ;
- Le conseiller incendie des différents établissements ;
- L'agent de surveillance.

Un technicien doit se rendre dans les délais sur le site et analyser les causes de la panne en se présentant au préalable auprès du PCS de l'îlot Percy, présent au bâtiment monobloc M20. Il devra ensuite réparer l'équipement défectueux, dans le cas contraire, il doit obligatoirement prévenir l'établissement concerné (ou le chef d'équipe SSIAP en dehors des heures de service) et informer du délai maximum pour lever le défaut signalé.

Les réparations entrant dans le cadre forfaitaire doivent être réalisés dans les 24 heures ouvrées maximum sur les équipements ayant un impact majeur sur le fonctionnement du service et entraînant un risque majeur pour les bien et les personnes.

Dans le cas où la société ne dispose pas d'une pièce détachée au sein de son stock de maintenance, la société devra rapidement transmettre un délai de rétablissement.

Dans le cadre d'une pièce détachée n'entrant pas dans le cadre de forfait, la société dispose de cinq jours ouvrés pour transmettre un devis.

Toute installation ou équipement mis à l'arrêt doit être signalé aux personnels du PCSI pour la mise en place de moyens palliatif ou un signalement au niveau du poste de secours du secteur de l'HIA PERCY.

Toute intervention de maintenance corrective doit être suivie d'un contrôle de bon fonctionnement avec accord préalable de l'établissement.

Le non-respect de ces points entraînera l'application de la pénalité prévue à l'article 4.2 du CCAP.

Le titulaire devra signer le registre de sécurité à chaque arrivé et départ.

L'intervention doit faire l'objet d'un rapport d'intervention détaillé avec notification de l'heure d'arrivée et l'heure du départ du technicien.

Les rapports devront être conforme aux normes et aux réglementation en vigueur.

La validité du rapport devra correspondre au signalement au registre de sécurité.
Le non-respect de ces points entraînera l'application de la pénalité prévue à l'article 4.2 du CCAP.

Ces rapports devront être envoyés par voie électronique auprès des représentants de l'établissement concerné.

- Le représentant de l'HIA PERCY est le représentant du service d'ingénierie hospitalière.
- Le représentant du SPRA est son conseiller incendie ou un représentant de la cellule moyens généraux.
- Le représentant du CTSA est son chargé de prévention et conseiller incendie.

La non-transmission de ce rapport d'intervention entraînera l'application de la pénalité prévue à l'article 4.2 du CCAP.

Le nombre de visites de maintenance corrective par an est illimité pour l'ensemble des installations. Elles bénéficient d'un forfait complet qui couvre les frais de main d'œuvre et de déplacement, la fourniture des produits de lubrification, de nettoyage, enlèvement des débris, et consommables ou autres ainsi que les pièces détachées d'un montant d'achat unitaire inférieur ou égal à 500 euros HT.

En toutes circonstances, les déplacements, les frais de main d'œuvre, les frais de prise en charge, etc. pour intervention après appel de l'établissement concerné pour une intervention corrective ou établissement d'un éventuel devis sont compris dans le forfait **suivant les conditions de l'annexe financière**. Seules les pièces détachées seront facturées sur devis.

Toutes les prestations de maintenances correctives forfaitaires feront l'objet d'une rémunération par prix forfaitaire sur la base des annexes financières, partie A.

« Maintenance exécutée après détection d'une panne et destinée à remettre un bien dans un état dans lequel il peut accomplir une fonction requise » (extrait norme NF EN 13306).

3.5 Maintenance et prestations à bon de commande, hors forfait (sur devis)

Les prestations non comprises au titre du forfait sont les suivantes :

- Dans le cadre d'un usage normal, les pièces détachées, fourniture et matériels dont le montant unitaire est supérieur à **500€ HT** (hors déplacement et heure de main d'œuvre).
Ces prestations feront l'objet de l'établissement d'un devis sur la base des annexes financières (partie B).
- Les pièces détachées non comprises dans le forfait (dont le montant unitaire est supérieur à **500€ HT** et remplacement de pièces détachées, quel qu'en soit le montant, détériorées par malveillance ou usage anormal) seront remplacées sur devis accompagné d'un justificatif du prix d'achat (prix fournisseur). Si le titulaire est son propre constructeur de pièces détachées, celui-ci proposera un justificatif via un extrait de son catalogue. Le titulaire applique le coefficient de marge prévu dans l'annexe financière à l'acte d'engagement.
Les travaux débiteront au maximum deux mois après la réception de l'engagement juridique du bon de commande,
Le non-respect des délais entraînera l'application de la pénalité prévue à l'article 4.2 du CCAP.
- Maintenance préventives dont la périodicité est supérieure à 5 ans.
Un devis devra être transmis douze mois avant la date d'échéance de la date de la dernière visite quinquennale.
La non-transmission entraînera l'application de la pénalité prévue à l'article 4.2 du CCAP.
- Travaux et modifications sur les installations existantes à la demande de l'établissement.
Les prestations suivantes seront également traitées sur bon de commande (pièces détachées quel qu'en soit le montant, déplacement et heure de main d'œuvre) :
 - **les travaux de modernisation, rénovation ou de mise en conformité des équipements avec les règlements applicables ;**
 - **les travaux de remise à niveau technique.**
 - **Les travaux neufs effectués à la demande de l'établissement suite à des modifications architecturales.**

Les travaux qui ne touchent uniquement des systèmes de sécurité et lutte incendie seront soumis à des déclarations suivant les catégories et types des bâtiments, le titulaire devra prendre en compte la création des notices de sécurité préalable aux travaux, la coordination technique et incendie dans son offre.

Les travaux débiteront au maximum six mois après la validation par l'établissement et/ou la réception du procès verbal.

La non transmission des documents préalable aux travaux entraînera l'application de la pénalité prévue à l'article 4.2 du CCAP.

Ces derniers devront être suivis à la réception par un document ouvrages exécutés (DOE) avec l'ensemble des documents obligatoires suivant les normes et les réglementations en vigueur.

Les travaux seront réceptionnés uniquement avec la levée de l'ensemble des non conformités présentes sur les rapports de réceptions émis par le coordinateur technique.

La non transmission des documents de réceptions entraînera l'application de la pénalité prévue à l'article 4.2 du CCAP.

Description des prestations hors forfait :

Les devis devront être détaillés, équipement par équipement et opération par opération (durée prévisible des travaux, coût horaire, délais nécessaires à l'approvisionnement des pièces, détail des pièces avec le prix de chacune d'elles, etc.).

Les devis sur des prestations sur des installations spécifiques devront se conformer au paragraphe 3.6.

Tous les devis ne respectant pas les prescriptions du présent marché seront retournés au titulaire sans pour autant reporter le délai contractuel de remise du devis conforme aux présentes exigences.

Si le titulaire estime que certaines prestations ne peuvent être effectuées que dans ses usines ou ses ateliers, il en informe au préalable le service d'ingénierie hospitalière afin de mettre en œuvre en temps utile les dispositions nécessaires.

Les devis validés par l'établissement feront l'objet de bons de commandes émis au fur et à mesure de leur nécessité.

- dans le cadre d'un usage normal, les pièces détachées, fourniture et matériels dont le montant unitaire est supérieur à 500€ HT, hors déplacement et heure de main d'œuvre. Les prestations sur les installations spécifiques sont décrites au paragraphe 3.6.

En cas de travaux et réparations suite à une dégradation, à un vol ou mise en conformité non compris dans le forfait, la société devra fournir un devis tenant compte, entre autre, des éléments mentionnés dans l'annexe financière (Partie B) de l'acte d'engagement. Une fois validé, les bons de commande seront établis au fur et à mesure des besoins.

Les devis devront être transmis au maximum 1 mois après le signalement de la non-conformité constatée lors des maintenances préventives, sur le rapport des contrôles réglementaires du bureau agréé, demande du SIH par courriel ou avis d'une commission incendie.

La société devra intervenir après réception du bon de commande avec engagement juridique cependant pour les interventions urgentes sur des installations pour des raisons de sécurité et personnes ou de continuité de fonctionnement d'un service prioritaire, le bon de devis sera validé par l'établissement avec une régularisation de l'engagement juridique dans les trois jours. L'établissement est en droit d'imposer une date et des horaires suivant la zone d'intervention.

En cas de devis ou délais ne respectant pas les descriptions ci-dessus, le titulaire encourra les pénalités prévues à l'article 4.2 du CCAP.

Les joints d'étanchéités et le remplacement des portes coupe-feu sont hors prestation.

3.6 Maintenance et prestation sur installation spécifiques

Les maintenances et prestations sur les installations spécifiques doivent être effectués par des intervenants répondant aux préconisations des normes et réglementations en vigueur.

Le non-respect des qualifications des intervenants entrainera des pénalités prévues à l'article 4.2 du CCAP et une interdiction du site.

Le titulaire du marché pour ces installations pourra faire appel à la sous-traitance. Auquel cas, les sociétés sous-traitantes qui interviendront devront être déclarées au SSA par le titulaire du marché.

Les prestations des maintenances préventives et curatives devront être pris au titre du forfait, (les frais de déplacement et de séjour du technicien spécialisé chargé de l'entretien, ainsi que les pièces détachées).

Les prestations hors forfait devront faire l'objet d'une offre préalable, la titulaire du marché pourra inclure les frais horaires et de déplacement des sociétés prestataires. Ces prestations feront l'objet de l'établissement d'un devis sur la base des annexes financières (partie B).

Le titulaire devra jointe à son offre, le devis de la société prestataire, le devis détaillé des pièces détachées (le titulaire du marché devra en compte les pièces détachées du prestataire inférieures à 500 € HT).

Le remplacement des pièces détachées entrant dans les contrôles périodiques supérieurs aux visites quinquennales doivent faire l'objet d'une offre sans tenir compte de la limite de 500 € HT. L'ensemble des pièces détachées seront facturables.

Le détail des installations technique et travaux sur équipements spécifiques.

- Réseaux et installations sprinkler.
- Réseaux et installations RIA.
- Réseaux et installations poteaux incendie.
Dans le cas d'un remplacement, la société devra prendre en compte, la reprise des VRD.
- Réseaux et installations Colonnes sèches.
- Remplacement d'équipements de désenfumage.
 - Moteur (soumis à grutage ou manutention de plusieurs techniciens) et volutes.
 - Les gaines de désenfumage métallique prise en compte du flocage.
 - Les clapets coupe-feu sur les gaines de ventilations avec prise en compte au besoin de la maçonnerie.
 - Les volets (avec prise en compte de la maçonnerie pour le scellement, les possibles retouches de peinture, grilles métalliques).
 - Les ouvrants ou exutoires sur des terrasses ou sur la verrière du hall (avec reprise des étanchéités).
- Travaux très haute hauteur faisant appel à des sociétés spécialisées (exemple verrière hall centrale monobloc).

Les délais sont identiques aux maintenances aux paragraphes 3.2, 3.4 et 3.5 du CCCTP.

3.7 FOURNITURE DU MATERIEL et GARANTIE DES PIECES DETACHEES

Le titulaire s'engage à ses frais à approvisionner en temps utile sans préjudice pour les établissements de l'îlot Percy, tous les consommables, les fournitures, les pièces détachées, les sous-ensembles prévus au présent marché.

Les consommables et les fournitures devront être conformes aux normes en vigueur, être agréés par le constructeur et respecter ses recommandations.

Chaque établissement ne dispose pas de stock de pièces détachées destinées aux réparations d'urgence. Le titulaire devra disposer d'un stock de maintenance (suivant la réglementation NFS 61-933), en dehors du site

Dans le cadre d'un usage normal, les pièces détachées, fourniture et matériels dont le montant unitaire est supérieur à 500€ HT (hors déplacement et heure de main d'œuvre),
Le titulaire dans le cas dans changement de référence de l'équipement devra fournir un certificat de compatibilité du constructeur avec le système SSI de l'établissement.

Le présent marché inclut une garantie totale sur les pièces détachées, couvrant tous vices cachés, les défauts de fabrication et de maintenance pendant une durée minimale de 1 an. Si la durée de garantie fabricant est supérieure à 1 an, cette dernière s'applique.

Le titulaire précisera clairement les exclusions, limites ou extensions éventuelles de garantie.

Si une pièce sous garantie est défectueuse, son remplacement restera à la charge financière du titulaire.

Dans le cas d'une détérioration par un tiers ou l'établissement, la pièce détachée sera facturable

3.8 REUNION SEMESTRIELLE et ANNUELLE D'EXPLOITATION

Une réunion semestrielle et une réunion seront organisées dans chaque établissement de l'îlot PERCY.

Le titulaire devra fournir les dates prévisionnelles sur le rapport de l'année précédente et informer les établissements deux mois avant échéances.

Lors de cette réunion, le titulaire fournira le planning des interventions et des travaux effectués. Il précisera le programme des travaux des mois à venir et signalera tous les incidents ou problèmes survenus les mois précédents.

Le représentant du titulaire en charge du suivi technique, sera obligatoirement présent.

Le titulaire doit présenter à l'établissement deux semaines avant la date prévue, toutes pièces justificatives présentées lors de la réunion.

Le titulaire établira le compte rendu de cette réunion.

Au cours de l'exécution du contrat, des réunions diverses peuvent être organisées à tout moment à l'initiative des établissements du site. La présence du responsable du contrat peut être demandée.

- Suite au constat de problème récurrent constaté par l'établissement.
- Pour la préparation au passage de la sous-commissions incendie dans le cas de non-conformité et état d'avancement des CVPO.
- Pour effectuer le bilan du suivi des CVPO (maximum une par trimestre).

Ces réunions entreront dans le cadre forfaitaire.

La non-transmission de ces points entraîneront l'application de la pénalité prévue à l'article 4.2 du CCAP

3.9 RAPPORT D'ACTIVITES ET PLAN DE PROGRES

Dans un délai d'un mois suivant la date de notification, une réunion de lancement se tiendra entre chaque représentant des établissements concernés et le titulaire afin de finaliser les démarches administratives et faire un rappel sur les principaux points du CCTP.

Une réunion de synthèse semestrielle sera organisée pour permettre un suivi de l'exécution du marché. Le responsable du contrat au sein de l'entreprise doit être obligatoirement présent à cette réunion. L'ordre du jour est établi par les représentants de chaque entité de l'îlot Percy (HIA, SPRA, CTSA). Cette réunion comportera notamment la présentation et la synthèse des différents rapports préventif et correctif, les levées de réserves émises par le bureau de contrôle, les prochaines planifications de travaux et recommandations pour une normalisation des installations suivant les nouvelles réglementations.

Le titulaire doit présenter à l'établissement deux semaines avant la date prévue, toutes pièces justificatives présentées lors de la réunion. Au fur et à mesure de l'avancement du contrat, la fréquence peut être adaptée en fonction des nécessités de service.

Au cours de l'exécution du contrat, des réunions diverses peuvent être organisées à tout moment à l'initiative des établissements du site. La présence du responsable du contrat peut être demandée.

Chaque réunion donne lieu à un compte-rendu établi par le titulaire. Il sera remis dans un délai de quinze jours. Ce compte-rendu mentionnera notamment les actions à mener par le titulaire avec une date d'échéance. Ce dernier devra impérativement rendre compte par écrit à l'établissement de la réalisation ou de l'état d'avancement des dites actions dans les 2 jours ouvrés suivant la date d'échéance.

La non-transmission de ce compte-rendu de réunion entraînera l'application de la pénalité prévue à l'article 4.2 du CCAP

Rapport annuel

Un rapport annuel portant sur l'année civile écoulée sera réalisé par le prestataire et remis à chaque établissement, dans le mois qui suit la fin de l'exercice.

L'établissement pourra, à la lecture de ce rapport, demander tout complément d'information utile.

Le cadre et la forme du rapport devront être avalisés préalablement par l'établissement. Un exemplaire sur support informatique de ce document sera fourni à l'établissement.

La non-transmission de ce rapport annuel entraînera l'application de la pénalité prévue à l'article 4.2 du CCAP.

3.9.1 Détail rapport annuel

Un rapport annuel d'activités sera fourni en fin d'année au service d'ingénierie hospitalière lors d'une réunion annuelle.

Le titulaire devra fournir à chaque établissement un état des lieux et un suivi qualitatif/quantitatif des défaillances de l'année passée, notamment sur la maintenance préventive et correctives :

- Date d'échéance des prochaines visites périodiques obligatoires conformément aux normes et réglementations en vigueur.
- Bilan des visites périodiques obligatoires.
- Avancée des levés des observations émis par le bureau de contrôle triennale et annuelle de l'année en cours et précédente.
- Synthèse des actions correctives.
- Mise à jour des habilitations des techniciens intervenants.
- Nombre d'heures d'indisponibilité pour cause de panne / taux de panne par équipement (sur une période glissante d'un an).
- Classement des équipements ou travaux à effectuer suivant la criticité ou non-conformité (estimation financière). Préciser l'obligation de déclaration suivant l'arrêté du 25 juin 1980.
- Présenter un bilan financier des équipements pris en charge aux titres des maintenances curatives et préventives dans le cadre forfaitaire et hors forfaitaire.
- Présenter le coût financier de l'année courante et glissante conformément à l'annexe financière suivant la CCAP paragraphe 3.1.2 Révision des prix.
- Stocks des pièces détachées disponibles.

Le titulaire ajoutera à ce rapport tous les documents demandés au titre du marché et donnés lors des réunions semestrielles et en particulier :

- Les fiches récapitulatives de maintenance et d'entretien ;
- Les dates des visites de maintenance ;
- Les certificats de contrôles, les visites légales et réglementaires, les visites annuelles ;
- La traçabilité des vérifications ;
- Le suivi des déchets.

Tous les documents seront fournis sur support papier et sur support informatique PD ou AUTOCAD pour les plans.

En cas de non-remise de ce rapport, le titulaire encourra les pénalités prévues à l'article 4.2 du CCAP.

3.9.2 Plan de progrès

Développement durable et sociable

Le titulaire devra être engagé dans un système de démarche qualité. Il le justifiera par la transmission d'un dossier le plus complet possible notamment un manuel d'assurance qualité et/ou un plan assurance qualité pour les prestations prévues au présent CCTP.

Les documents transmis deviendront contractuels et seront susceptibles d'évoluer en fonction du plan de progrès proposé à chaque établissement.

Le titulaire s'engage à mettre en place, durant l'exécution du marché, le contenu d'un plan de progrès visant à améliorer le niveau des prestations, réduire les coûts et optimiser son organisation.

Le titulaire s'engage également à exécuter les prestations dans une démarche éco-responsable. A ce titre, il s'engage notamment à :

- Optimiser les tournées des techniciens de maintenance, dans le but de réduire les émissions de CO² ;
- Informer et former son personnel en contact avec l'amiante ;
- Limiter la surconsommation d'huiles et de solvants sur les appareils ;
- Optimiser la gestion intégrée des déchets ;
- Sur demande du bénéficiaire, à installer des systèmes diminuant la consommation d'énergie.

Tous les ans, lors d'une réunion programmée, le titulaire devra présenter à chaque établissement les actions réalisées, les améliorations à apporter ainsi que les nouvelles actions de progrès mises en place pour l'année à venir.

En terme de développement sociable, le titulaire s'engage à respecter l'index de l'égalité hommes femmes au minimum à hauteur de 75 % que toute entreprise de plus de 1 000 salariés est tenue de rendre public. Il devra le transmettre en même temps que le plan de progrès annuel.

La première année d'exécution est considérée comme une année d'appréhension et de connaissance du site. A l'issue de cette année d'appréhension et sur la base des axes identifiés dans l'annexe de l'acte d'engagement, le titulaire fera à chaque établissement des propositions d'actions concrètes.

Après accord de l'établissement concerné, ces actions seront appliquées et les résultats seront analysés à la fin de la deuxième année d'exécution.

En cas de non transmission du plan de progrès, les pénalités prévues à l'article 4.2 du CCAP seront appliquées.

IV MODALITES D'INTERVENTION ET D'EXECUTION

4.1 PLANIFICATION DES OPERATIONS DE MAINTENANCES DES LOCAUX ET SERVICES SPECIFIQUES.

Les planifications des entretiens préventifs devront être conformes aux normes en vigueur signalé au paragraphe normes et textes divers. L'entretien préventif et les visites de contrôles des installations de l'HIA, du CTSA et du SPRA seront effectués du lundi au vendredi et de 08h30 à 17h00.

Toutefois, pour des raisons de fonctionnement, la maintenance préventive de certains endroits à risque infectieux ne sera pas programmée pendant les heures ouvrées mais au moment de la fermeture technique prévue par l'établissement. La fermeture technique a lieu deux fois dans l'année et dure deux jours consécutifs. Bloc opératoire 1 (sept salles) et bloc 2 (trois salles).

Les dates de ces interventions seront imposées au titulaire. Il sera informé des dates au minimum un mois avant l'intervention. Ces opérations de maintenance seront comprises dans le forfait."

Bâtiment M20 :

Les visites préventives des installations impactant le fonctionnement des blocs opératoire ou des ascenseurs devront être effectués avant 07h30 début de l'activité des salles opératoires.

- Zone M1 :
Zone SUD + local technique CVC.
 - ZC M1.1 / ZC M1.9
 - ZF M1.1.1 à ZF M1.1.10
- Zone M2 :
Zone urgence.
 - ZC M2.1
 - ZF M2.1.1 / ZF M2.1.2 / ZF M2.1.3
Zone Imagerie.
 - ZC M2.2 / ZF M2.2.1
Zone Bloc
 - ZC M2.3 / ZF M2.3.1 / ZF M2.3.2

Des services spécifiques ayant une classification de salles blanches ou ayant des patients immunodéprimés devront faire l'objet d'un traitement spécifique, ces essais sont planifier suivant l'activité des services.

Certaines interventions devront être effectués durant les vacances scolaires pour les travaux de maintenance lourde (type : remplacement équipement volet ou clapet) ou hors heures ouvrables pour les entretiens conventionnels (bloc opératoire avant 07h30). Un planning prévisionnel devra être fourni en début de chaque année.

Les services classés en salle blanche ou hautement sensible sont :

- Les blocs opératoires et salles SSPI.
- CTB - centre de traitement des brûlés.
- La coronarographie.
- L'angiographie.
- La chirurgie réfractive.
- L'hématologie stérile et conventionnelle.
- La réanimation.
- La pneumologie.
- UPC –Unité préparation chimiothérapie.
- Stérilisation.
- Cuisine centrale.

Des moyens de luttés contre les risques empoussièremment (type bâche ou mise en place de traitement local d'air « airsurs ») devront être mis en place avec l'accord au préalable du service et du CCLIN pour les grosses maintenances ou travaux (exemple : remplacement d'un volet ou clapet coupe-feu).

La création d'un planning pour chaque entité (HIA, SPRA et CTSA) ainsi par bâtiment et niveau avec la date et l'heure de chaque intervention préventive doit être fixée d'un commun accord entre le responsable du SIH de l'HIA, le responsable incendie du CTSA ou du SPRA. Ce planning devra être fourni par le titulaire deux mois avant le début de la maintenance préventive.

En cas de non-remise de la planification d'intervention annuelle, le titulaire encourra les pénalités prévues à l'article 4.2 du CCAP.

4.2 RAPPORT APRES CHAQUE OPERATION DE MAINTENANCE PREVENTIVE

Toute opération de maintenance préventive devra faire l'objet d'un rapport.

Ces rapports devront se conformer aux normes et réglementations en vigueur.

Le nom de l'intervenant devra être identifiés

Les levés des observations dans le cadre des CVPO (identification code observation correspondant au rapport)

Un type de format de rapport devra être soumis à validation aux responsables des établissements en début de marché

Le rapport doit être adressé au maximum dans les quinze jours suivant l'opération en format informatique par courriel et en format papier lors des réunions de suivi au représentant du SIH.

La non-transmission de ce rapport entraînera l'application de la pénalité prévue à l'article 4.2 du CCAP.

4.3 DELAIS D'INTERVENTION

Le titulaire doit être en mesure de réceptionner les appels téléphoniques et les courriels en provenance des établissements de l'îlot PERCY, 24h/ 24, 365 jours/an et d'intervenir sur le site dans les mêmes conditions.

Le délai d'intervention sera de maximum 4 heures, 7 jours sur 7, toute l'année.

Pour les zones sensibles listées ci-dessous, le délai d'intervention est de **maximum 2 heures, 7 jours sur 7**, toute l'année dans le cas de nuisance au bon fonctionnement du service sur les équipements reliés ou dépendants des moyens d'extinction et de mise en sécurité incendie.

- Equipement impactant le fonctionnement des blocs opératoires et bloc de chirurgie réfractive.
- Equipement impactant le fonctionnement des centrales de traitement d'air.
- Equipement impactant le fonctionnement l'imagerie médicale.
- Equipement impactant le fonctionnement des ascenseurs, monte-malade et monte-charge.
- Equipement impactant le fonctionnement des services stériles (CTB, UPC, hématologie stérile, stérilisation).
- Equipement impactant le fonctionnement de la réanimation.
- Equipement impactant le fonctionnement les locaux des TGBT.
- Fuite importante ou défaut majeur sur le réseau sprinkler.
- Zone sensible du CTSA ; (à définir avec le site le cas échéant).
- Zone sensible du SPRA.

La liste est jointe en annexe.

4.4 DELAIS D'IMMOBILISATION ET DE REPARATION

En cas de non fonctionnement, d'anomalie ou mauvais fonctionnement d'un matériel, le titulaire ne doit pas immobiliser la partie de l'installation concernée pendant plus de douze heures ouvrés, à partir de l'intervention initiale donnant suite au diagnostic et s'engage à mettre en œuvre des mesures compensatoires assurant la continuité des installations en mode de fonctionnement dégradé.

Ce délai pourra être augmenté, au cas par cas, en raison de délais d'approvisionnement, dus à des pièces spécifiques, qui devront, en tout état de cause, être justifiés par le titulaire auprès du référent du marché de l'HIA Percy, du responsable incendie du CTSA ou du SPRA.

Cependant pour les zones et éléments classés sensibles spécifiés au CCTP, la société devra effectuer la mise en place d'un moyen provisoire lors de l'intervention initiale afin de permettre à l'établissement un fonctionnement en mode dégradé.

Cette modification devra être signalé sur le bon d'intervention et auprès des référents du marché de l'établissement concernés et obligatoirement au PCS.

La société disposera d'un délai de quarante-huit heures ouvrées pour une remise en conformité de l'installation suivant les délais d'approvisionnement de pièce détachés et le type de défaut.

En cas de non-respect de ces délais, le titulaire encourra les pénalités prévues à l'article 4.2 du CCAP.

Dans le cas d'un défaut non compris dans les forfaits préventif/correctif la société aura un délai maximum de huit heures ouvrés pour l'établissement d'un devis auprès du référent de l'établissement concerné.

En cas de non-respect de ces délais, le titulaire encourra les pénalités prévues à l'article 4.2 du CCAP.

4.5 CONTRAINTES PARTICULIERES

D'une manière générale, toutes précautions doivent être prises pour assurer la protection des personnes, du mobilier ou des machines.

Le titulaire est informé du caractère particulier de l'activité au sein de l'hôpital et que la plupart des interventions auront lieu dans un site en exploitation.

Elle devra prendre toutes les dispositions nécessaires, afin de ne pas perturber la bonne marche du service dans lequel elle interviendra, notamment quant à l'équilibre des patients et des résidents. A cet effet, elle devra prévoir un périmètre de sécurité adapté, en isolant, s'il le faut, les endroits où elle travaille, afin de limiter la gêne engendrée par ses prestations.

Certaines interventions pourront être demandés hors heure ou jour ouvrable pour les services sensibles type bloc opératoire, chirurgie réfractive, urgence, stérilisation afin de nuire au minimum au fonctionnement du service.

Un état des lieux préalable à toute intervention peut être demandé par l'établissement, afin d'éviter les contestations ultérieures. Le titulaire doit se conformer strictement aux prescriptions des consignes d'hygiène et de sécurité.

- l'habillage spécifique avant intervention dans les zones sensibles, (survêtements stériles étant mis à disposition) ; A cet égard, **il est impératif que les personnels du titulaire, avant toute intervention au sein des zones à environnement maîtrisée, revêtent les tenues spécifiques stériles fournies par l'établissement concerné.**

- **Intervention au sein des zones à environnement contrôlés ou maîtrisés :**

Les principes d'interventions au sein des zones à environnement contrôlé ou maîtrisés doivent correspondre aux recommandations du CLIN (Comité de Lutte contre les Infections Nosocomiales) et aux normes en vigueur.

- Les interventions au sein des salles blanches à environnement contrôlé devront être effectuées selon les protocoles de lutte contre les infections nosocomiales établis par l'établissement concerné ;
- L'habillage spécifique (**survêtements stériles mis à disposition**) **obligatoire** avant intervention dans les zones à environnement contrôlé ou salle blanche (service bloc opératoire ; coronarographie, angiographie, CTB, hématologie stérile, chirurgie réfractive, laboratoire P3 et P2).
Les tenues fournies par l'établissement sont conformes au protocole en vigueur au sein de l'établissement et par la norme NFS 90-351. **Il est impératif que les personnels du titulaire, avant toute intervention au sein des zones à environnement contrôlés ou maîtrisée, revêtent les tenues spécifiques stériles fournies par l'établissement concerné ;**
- La désinfection des outillages et pièces nécessaires à l'intervention technique ;
- Prendre toutes les dispositions utiles en amont de l'intervention afin de limiter les propagations de bruits et de poussières. Si toutefois le Titulaire ne pouvait pas intervenir sans générer de poussière, il doit préalablement à son intervention, obtenir l'accord formel du représentant du Bénéficiaire ;
- Assurer une évacuation immédiate des déchets et gravats éventuels conformément aux dispositions imposées dans le cadre de l'alinéa précédent.
- Les travaux entraînant un fort risque infectieux devront être coordonnés avec le CCLIN par l'intermédiaire du représentant du service d'ingénierie hospitalière. Des équipements de confinement (type : bâche) et système de traitement d'air ponctuel (type : Airsûr) seront installés, ces équipements devront faire l'objet d'une commande séparée.

Toute intervention dans une zone à risque infectieux (blocs opératoires, salle de réveil, service de réanimation, service accueillant des patients immunodéprimés, etc.) doit faire l'objet d'une attention particulière.

A cette fin, l'entreprise devra prendre toutes les dispositions nécessaires pour limiter la diffusion dans l'atmosphère environnante de particules susceptibles de comporter des germes infectieux.

Une visite préalable à tout essai sera effectuée par le SI afin de vérifier si toutes les mesures de précautions sont respectées.

En cas de travaux importants dans un secteur sensible un bio nettoyage et des analyses biologiques pourront être demandés.

- prendre toutes les dispositions utiles en amont de l'intervention afin de limiter les propagations de bruits et de poussières. Si toutefois le Titulaire ne pouvait pas intervenir sans générer de poussière, il doit préalablement à son intervention obtenir l'accord formel du représentant du Bénéficiaire.

- assurer une évacuation immédiate des déchets et gravats éventuels conformément aux dispositions imposées dans le cadre de l'alinéa précédent ;

- veiller et s'assurer que le personnel du titulaire intervenant sur le site de chaque établissement concerné fasse preuve de la plus grande correction et la plus grande réserve, respecte les patients et le personnel hospitalier dans son travail ainsi que le secret professionnel ;

En cas de non-respect de ces contraintes, le titulaire encourra les pénalités prévues à l'article 4.2 du CCAP.

En cas de non-respect, le titulaire sera mis en demeure de respecter les règles d'hygiène.

4.6 MODALITES D'INTERVENTION

4.6.1 Accès sur sites

Le titulaire devra en début de marché et à chaque changement ou rajout de personnels transmettre les éléments permettant d'effectuer les contrôles élémentaires suivant le formulaire transmis par l'établissement.

Le titulaire s'engage à respecter les conditions d'accès à l'îlot PERCY. Les règles à suivre sont les suivantes :

- Disposer de pièces d'identité officielle en règle (CNI ou passeport).
- À l'arrivée sur site, se présenter au poste d'accueil suivant le cas propre à chaque établissement (PC Incendie, poste de garde, vigie, etc...) pour signaler sa présence et/ou son heure d'arrivée sur le registre de sécurité.
- Percevoir, selon le cas propre à chaque établissement : radio portative, clefs et badge.
- Se présenter suivant le cas propre à chaque établissement au service en charge du suivi de la prestation (service d'ingénierie hospitalière, cellule des moyens généraux, service intérieur...), afin d'annoncer la venue sur site et se faire accompagner sur les lieux des interventions (dépannages).
- À l'issue de l'intervention, se présenter au service en charge du suivi de la prestation (service d'ingénierie hospitalière, cellule des moyens généraux, service intérieur...) afin de détailler la nature de l'intervention réalisée et l'état de l'équipement considéré.
- Passer au poste d'accueil suivant le cas propre à chaque établissement de l'îlot PERCY (PC Incendie, poste de garde, vigie, etc...) pour restituer la radio portative ainsi que les clefs et badges.

Le bénéficiaire se réserve le droit d'interdire l'accès aux locaux à toute personne ne respectant pas les conditions énumérées ci-dessus.

Ces dispositions particulières n'entraînent aucune modification du prix des prestations.

A titre indicatif, les horaires d'ouverture des services techniques des établissements sont de 08h00 à 17h00, du lundi au jeudi et de 08h00 à 16h00 le vendredi.

Les horaires précis de chaque site seront donnés avant le début d'exécution des prestations ou bien lors de la réunion de lancement prévue entre la date de notification du marché et la date de prise d'effet des prestations.

En cas de panne survenant en dehors des heures de service et nécessitant l'intervention d'un technicien non familiarisé avec le site, les locaux pourront être ouverts par les pompiers ronds (du poste de surveillance centralisée) de l'îlot PERCY.

4.6.2 A l'issue de l'intervention

A l'issue de toutes visites et interventions, le technicien devra remplir le registre de sécurité de chaque établissement.

Le bon d'intervention devra être transmis en format électronique par courriel au référent de l'établissement concerné dans les huit heures maximums après l'intervention.

- Le représentant de l'HIA PERCY est le représentant du service d'ingénierie hospitalière.
- Le représentant du SPRA est son conseiller incendie ou un représentant de la cellule moyens généraux.
- Le représentant du CTSA est son chargé de prévention et conseiller incendie.

Les Bon d'intervention pourront être signés par les personnels référencés ci-dessous :

- Le personnel SSIAP de garde au PCSI.
- L'officier de garde ou de permanence des différents établissements.
- Le service d'ingénierie hospitalière.
- Le conseiller incendie des différents établissements.
- L'agent de surveillance (Hors lot Percy).

5.1 GENERALITES

Le titulaire aura l'obligation d'informer les établissements de l'îlot Percy de toutes nouvelles dispositions réglementaires applicables de fait.

Il suggérera aux établissements les améliorations d'installations ou le remplacement des matériels indispensables à un fonctionnement régulier et permanent des installations.

Pendant toute la durée du marché, le titulaire est responsable des dommages qui pourraient être causés de son fait, soit aux personnes, soit aux installations dont il assure l'exploitation.

Les opérations de maintenance ne doivent en aucun cas compromettre la sécurité.

Toute opération de maintenance visant à modifier en partie ou en totalité les installations existantes doivent au préalable être soumise à une autorisation de l'établissement suivant le type et la catégorie du bâtiment concerné.

Lorsqu'un défaut susceptible de mettre en jeu la sécurité des personnes ou des installations est décelé, le technicien concerné du titulaire doit :

- Prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en sécurité du circuit concerné ;
- En rendre compte immédiatement à un des chefs d'équipe pompiers de sécurité incendie de l'HIA et au responsable de l'établissement concerné.

Les techniciens doivent être capables d'intervenir efficacement sur les installations de l'îlot Percy, ce qui suppose une connaissance générale préalable des installations dont il a la charge.

Il appartient au titulaire de réaliser une information pratique sur les installations de l'établissement concerné au profit des techniciens de son entreprise qui sont amenés à intervenir sur le site.

Le titulaire devra se conformer à la réglementation en vigueur concernant l'hygiène et la sécurité des conditions de travail ; il aura obligation de remplir puis retourner dans les 15 jours après notification du marché le Plan de Prévention, de Sécurité et de Protection de la Santé de l'îlot Percy.

Après les interventions, le titulaire devra remettre les lieux en état de propreté identique à son arrivé. Pour tout manquement à cette remise en état, les établissements de l'îlot PERCY s'autorisent le droit de faire procéder au nettoyage par une société et d'en imposer la facturation à la société titulaire du présent marché.

Toute intervention nécessitant la modification partielle et temporaire de la configuration des lieux devra requérir l'accord préalable écrit du responsable des travaux de l'établissement concerné.

Aucune installation ne pourra être mise à l'arrêt par un technicien du titulaire sans en avoir, au préalable informer le personnel du PCSI ou représentant de l'établissement concerné. Un courriel devra être envoyé aux personnels en charge du suivi de la prestation (durant les heures de service) ou aux personnels de garde ou de permanence en dehors des heures ouvrables (personnels du PCSI, l'officier de permanence...).

Toutefois, dans le cas où la sécurité des personnes ou des biens sont en jeu, le titulaire prendra les mesures d'urgence qui s'imposent. Il en informera immédiatement les personnes compétentes de l'établissement concerné afin d'avoir un accord ceci devra être inscrit sur le registre de sécurité avec la validation de la société et du représentant de l'établissement. Une confirmation par écrit sera envoyée aux établissements dans les 12 heures suivant les anomalies constatées.

La société devra entretenir dans un état de propreté le local mis à la disposition par l'établissement. L'ameublement sera à la charge du titulaire. Le titulaire sera responsable des équipements, ameublement et outillages présent dans le local.

Les outillages devront être conforme aux normes en vigueur.

5.2 LE PERSONNEL

Modalités techniques d'exécution des prestations

Le titulaire doit équiper ses techniciens avec l'ensemble des appareils nécessaires à l'exécution de leur mission ainsi que les équipements de protections individuels indispensables pour garantir leur sécurité.

Le technicien disposera d'un lot de maintenance dont l'inventaire sera proposé par l'entreprise titulaire. Ce lot de maintenance sera constitué de tous les articles indispensables à une réparation de premier échelon. Il fera l'objet d'un complètement après chaque utilisation.

L'administration fournira les énergies nécessaires à la bonne exécution des prestations.

Les techniciens de maintenance de l'entreprise titulaire doivent avoir reconnu l'ensemble des installations constituant le CMSI, moyens d'extinction et de mise en sécurité incendie des établissements de l'îlot Percy avant son premier service.

En aucun cas le titulaire ne pourra se prévaloir d'un défaut de connaissance des installations pour excuser une défaillance de ses techniciens, dans la mesure où leur instruction lui revient totalement.

Les techniciens de maintenance désignés par le titulaire pour assurer les prestations prévues au présent marché devront obligatoirement répondre aux qualifications définies par les normes et les réglementations en vigueur. La société devra transmettre l'ensemble des qualifications des techniciens correspondant aux installations présente sur site.

Le titulaire devra être en mesure de fournir des personnels habilités.

Il est à noter que le SPRA est un établissement situé en zone protégée (arrêté n°463/DEF/DCSSA/EPF/ECX du 09 avril 2001).

Le personnel du titulaire possède les habilitations et les qualifications nécessaires pour intervenir sur les installations de l'îlot PERCY délivrées par son employeur ou un organisme agréé.

Le personnel du titulaire maîtrise obligatoirement le français oral et écrit.

Le titulaire s'engage à prendre à sa charge toutes actions de formations spécifiques qu'elle estime nécessaire à l'exploitation de l'installation. Les établissements de l'îlot PERCY se réserve le droit en cas de nécessité flagrante d'exiger que de telles formations soient organisées et cela dans un délai qui restera acceptable pour l'établissement concerné. Les formations sont dues au titre du marché et ne donne pas droit à un paiement supplémentaire.

En outre, le personnel de l'entreprise devra satisfaire aux exigences suivantes :

- Prendre connaissance du règlement intérieur de l'hôpital et le respecter strictement ;
- Le port d'une tenue impeccable avec sigle de l'entreprise ;
- La plus grande correction et la plus grande réserve seront exigées du personnel de l'entreprise. Tout défaut concernant le comportement devra entraîner le remplacement du personnel concerné sur demande de l'hôpital.

Le titulaire s'engage à assurer les prestations techniques relevant de sa mission avec un personnel qualifié, spécialement formé à l'exploitation des équipements.

Les techniciens intervenants sur site devront tous avoir une expérience de ce type de maintenance et en aucun cas être des intérimaires.

Une liste du personnel et de leurs véhicules de l'entreprise intervenant sur les sites sera fournie lors de l'établissement du plan de prévention. Tout personnel ne figurant pas sur la liste ne pourra pas accéder à l'enceinte de l'établissement. L'hôpital se réserve le droit d'en demander sa modification en début ou en cours de contrat si le personnel n'assure pas correctement sa mission.

Pour faciliter les interventions de dépannage, l'entreprise prestataire dotera son personnel de véhicules équipés d'outillages, matériels de première urgence, et de moyens de télécommunications mobiles.

Lors de la réunion de lancement de marché, le titulaire désignera un cadre de son entreprise pour organiser et proposer la planification des interventions préventives, contrôler l'exécution des prestations et constituer la liaison avec l'établissement concerné. Ce personnel assistera systématiquement aux réunions semestrielles. En cas d'absence, un remplaçant devra également être désigné.

De plus, les personnels intervenants sur le site doivent avoir la possibilité de contacter en permanence un responsable technique de l'entreprise habilité à prendre toutes décisions d'ordre technico-administratives par un système de communication interne au titulaire (téléphone portable, etc.).

VI OBLIGATIONS DES ETABLISSEMENTS DE L'ÎLOT PERCY

6.1 GENERALITES

Les établissements de l'îlot PERCY s'engagent à respecter les conditions de sécurité exigées par la législation en vigueur et à laisser le personnel du titulaire à accéder à tous les locaux (y compris ceux situés en secteur stérile) et aux installations dans le cadre des règlements de l'établissement.

Les établissements fournissent au personnel technique de l'entreprise prestataire tous les renseignements utiles en sa possession au bon accomplissement de sa mission.

La fourniture d'eau et/ou d'énergie électrique nécessaire à l'exécution des prestations sera à la charge des établissements.

Les établissements fournissent également, le cas échéant, les tenues que le personnel technique de l'entreprise prestataire doit revêtir pour intervenir dans les zones soumises à habillage spécifique, ces tenues seront identiques à celles utilisées par les personnels de l'établissement et conforme au protocole en vigueur sur site.

Obligations de chaque établissement de l'îlot Percy :

Chaque établissement de l'îlot Percy mettra à disposition du titulaire, lorsqu'il le détient, un exemplaire de la documentation technique pour les installations à la prise en charge de celles-ci.

L'établissement met à disposition durant la période du marché, le local N° , l'entretien et l'aménagement sont à la charge de la société.

Ainsi que toutes modifications techniques sous accord préalable de l'établissement. En cas de dégradation, les travaux de reprises seront à la charge du titulaire.

6.2 SUIVI ET VERIFICATIONS DES PRESTATIONS

Les opérations de vérification (quantité, qualité, etc.) seront effectuées par les services d'ingénierie de chaque établissement de l'îlot Percy ou par les services de prévention des incendies. Durant toute la période de validité du marché, ceci avec ou sans l'aide d'un organisme expert extérieur.

Les pannes récurrentes ou non résolues sous six mois après signalement entrant dans le cadre forfaitaire pourront faire l'objet d'application de pénalités prévues à l'article 4.2 du CCAP.

Les observations récurrentes des contrôles et vérifications périodique obligatoire entrant dans le cadre forfaitaire pourront faire l'objet d'application de pénalités prévues à l'article 4.2 du CCAP.

6.3 EXPERTISE TECHNIQUE

Les établissements de l'îlot Percy se réservent le droit de faire effectuer à tout moment, par un organisme de son choix, les expertises qu'il estime nécessaires et celles prévues par la réglementation. L'établissement concerné convoque par courrier, le titulaire. En conséquence, le titulaire du marché s'engage à être représenté lors de ces visites et à apporter son concours et mettre en place les moyens appropriés pour faciliter la réalisation de ces essais et vérifications.

Son absence est sanctionnée par des pénalités prévues à l'article 4.2 du CCAP. Si ces vérifications révélaient que l'entretien n'a pas/ou mal été effectué, conformément aux prescriptions du présent marché, ces manquements entraîneraient une réfaction de prix prévue à l'article 4.1 du CCAP, les frais nécessaires à la mise en place de nouvelles visites de contrôle, sont dans ce cas, à la charge du titulaire du marché.